

## Préface

Qui se souvient encore de nos jours des Comités pour la défense de la République, cette organisation gaulliste née après la contestation de Mai 68 dont elle entendait empêcher le retour ? La postérité n'a pas retenu le nom des CDR, cette formation pourtant puissante qui a contribué à renouveler les modes de militantisme et de communication politique en France. Une formation qui, bien que lancée par des responsables gaullistes dans la bourrasque de Mai, entendait, au-delà du seul cadre gaulliste, exprimer les aspirations de la « majorité silencieuse ». C'est bien cette double originalité qu'interroge cet ouvrage, version réduite de la thèse soutenue sous notre direction par Bryan Muller le 17 novembre 2021 à l'université de Lorraine et intitulée *Les CDR : un relais militant original du gaullisme d'ordre des années 68 (1968-1978)*.

Auteur d'un master 2 sur le gaullisme midi-pyrénéen à l'époque de la IV<sup>e</sup> République, mémoire récompensé par un prix de la Fondation Charles de Gaulle et publié aux Presses universitaires du Midi, Bryan Muller a consacré son doctorat à l'étude de ce mouvement gaulliste souvent évoqué mais encore jamais étudié en tant que tel. Si l'histoire du gaullisme dans ses formes militantes a connu, depuis une vingtaine d'années, un renouvellement important – notamment sous l'impulsion de Bernard Lachaise et de son ANR Gaulhore (Gaullisme, hommes et réseaux) –, personne ne s'était encore véritablement penché sur les CDR. Le parti gaulliste (UNR, UD V<sup>e</sup> puis UDR), tout comme certains mouvements associés (SAC, UJP, Association nationale pour le soutien à l'action du général de Gaulle...) avaient donné lieu à divers travaux mais les CDR manquaient à l'appel. À l'occasion du colloque de clôture de l'ANR Gaulhore, nous avions certes dégagé quelques pistes de lecture à propos des CDR mais ce canevas restait à développer. Ce n'est pas le moindre des mérites de la thèse de Bryan Muller que d'avoir comblé cette lacune. Mais ce doctorat s'inscrit dans une autre dynamique de renouvellement historiographique, celle qui voit depuis une dizaine d'années les historiens, politistes et sociologues se pencher sur la question de la violence politique. Bryan Muller a suivi et rejoint les travaux de notre ANR Vioramil (Violences et radicalités militantes en France depuis les années 1980) en proposant sur les violences politiques des années 68,

violences générées et/ou subies par les gaullistes, un double regard quantitatif (*via* un corpus de faits) et qualitatif (*via* des études de cas interrogeant les acteurs, modalités, motivations et perceptions du phénomène). Il n'est pas si fréquent qu'un doctorat établisse ainsi, à une dizaine d'années d'intervalle, un pont entre deux programmes de recherche...

Cette préface n'a pas pour objet de résumer l'ouvrage mais d'en souligner les qualités. On notera d'abord l'ampleur du travail de documentation en amont. Surmontant le problème de l'absence d'archives CDR (une difficulté que connaissent bien les historiens du gaullisme confrontés à la disparition des archives des partis gaullistes de la V<sup>e</sup> République, de l'UNR au RPR), Bryan Muller a contourné cet écueil en multipliant les visites aux archives départementales (plus d'une trentaine...) pour y dépouiller de manière très méthodique et efficace les rapports des RG et les articles de la presse locale. Une démarche rendue compliquée par les réglementations strictes liées au caractère contemporain de l'objet étudié et aux contraintes sanitaires de la séquence Covid. Le croisement de diverses sources (archives publiques des AN, ressources de la Fondation Charles de Gaulle, archives privées émanant d'anciens responsables CDR, témoignages d'acteurs encore vivants, sources médias de l'INA aux grands titres de la presse quotidienne nationale...) se révèle fertile et pertinent.

Le lecteur appréciera tout particulièrement certains passages de l'ouvrage où l'auteur interroge l'originalité de ce mouvement CDR inédit et inclassable. Quelle est son identité morphologique et plus encore politique ? Ce mouvement largement gaulliste ne s'assume pas totalement comme tel et se revendique d'un apolitisme qui ne trompe pas grand monde, il ne présente pas de candidats lors des scrutins mais s'engage activement dans les campagnes électorales, il relève d'un discours d'ordre en réaction à Mai 68 mais porte aussi une sensibilité sociale, il entend dépasser le gaullisme pour exprimer le sursaut de tous ceux qui récusent la « chienlit » au-delà des étiquettes partisans... On relèvera de belles pages sur la modernité communicationnelle et militante de ces CDR qui se mettent à l'école de leur adversaire de gauche pour développer une agit-prop originale faisant la part belle à l'humour, qui fonctionnent de manière plutôt démocratique *via* une logique horizontale assez rare dans le gaullisme de cette époque. On lira avec plaisir et intérêt les développements sur les discours fantasmatiques en miroir, le discours CDR sur une « subversion gauchiste » au demeurant bien surestimée et le discours des gauches sur des CDR « fascistes » (où joue évidemment l'amalgame avec le SAC) se répondent de fait. La fin du mouvement est intéressante, qui voit les CDR décliner rapidement faute sans doute de cohérence et d'une identité suffisamment nette. Il disparaît en réalité quand la menace subversive qui a vu naître le mouvement en 1968 s'estompe après 1974, lorsque la modernisation sociétale giscardienne rend quelque peu anachronique le discours alarmiste

et anxiogène des CDR. C'est l'occasion pour Bryan Muller d'apprécier la postérité des CDR dont on trouve certaines traces (valorisation du terrain et de la militance, anticommunisme virulent, communication dynamique) dans le RPR chiraquien et pasquaïen du début des années 1980.

À l'arrivée, cette thèse solide et novatrice dépasse largement le seul cadre de l'histoire du gaullisme militant des années de Gaulle et Pompidou. Elle propose une analyse fine d'un discours politique (celui de la « subversion marxiste » qui a irrigué toute une partie de la droite après 68) et de la manière dont la famille gaulliste et certains libéraux (dont Raymond Marcellin) se sont positionnés par rapport à cette thématique ambiguë mais mobilisatrice. Elle étudie les modalités originales par lesquelles un mouvement politique entend incarner et activer la « majorité silencieuse » si tant est que cette dernière existe vraiment (valorisation de sujets de société très concrets, communication moderne et souvent décalée, recours à des formes d'organisation locales et horizontales...). Elle interroge l'ampleur, sans doute encore sous-estimée, de la violence politique post 68, au travers d'un corpus inédit de plus de 500 faits de violences militantes (souvent liés aux contextes électoraux) qui devrait, sans nul doute, inspirer d'autres travaux sur les radicalités idéologiques et les virulences militantes. Très démonstratif, clair et rigoureux, l'ouvrage apporte la preuve que l'histoire des organisations militantes, ce sous-ensemble d'une histoire politique quelque peu malmenée dans l'Université française actuelle, peut produire des travaux de qualité très prometteurs.

François AUDIGIER

Professeur des universités en histoire contemporaine  
à l'université de Lorraine